



AssezZoné

1,50€ - www.joc.asso.fr

#161 Février 2018



Dossier

Migrants, migrantes,
quel accueil ?

Actus

Réforme de
l'Assurance chômage

Focus

Privé d'emploi,
chargé d'espoir

Édito

Et si l'on faisait le choix de la bienveillance ?

Le Gouvernement actuel lance de nombreuses réformes dont les échos sont la multiplication des contrôles. Contrôle des chômeurs, contrôle des migrants dans les associations, contrôle des associations lorsqu'elles travaillent régulièrement pour les associations, contrôle du dossier des étudiants pour accéder à la fac, ... N'est-on pas en train d'attaquer notre droit à la liberté de choix ? N'est-il pas possible de prendre de la hauteur, d'analyser les causes de toutes ces situations et de répondre aux besoins réels des personnes et non pas de la finance, des partis politiques ?

A l'époque de Jésus aussi, il y avait énormément de contrôles vis-à-vis de la loi juive, qui excluait une grande partie de la population. On les accusait de ne pas être dignes de la société. 2000 ans après, nous devons mener le même combat que lui, pour que chacun et chacune soient accueilli-e-s et aimé-e-s pour la personne qu'elle est. Nous ne devons pas avoir à nous justifier sans cesse, à donner des preuves. Nous devons défendre que oui, nous valons plus que tout l'or du monde ! Et nous sommes en capacité, nous, jeunes militants ouvriers chrétiens, de changer la société, en faisant le pari de la bienveillance ! Si l'on savait laisser de la place à tout le monde, si on lui faisait confiance et on lui donnait les moyens de construire, il n'y aurait plus aucun contrôle à avoir, ou celui de s'assurer que chacun et chacune se sente à sa place et en joie !

LOLA MEHL }

À la JOC en c'moment

En février, la session de formation des Responsables de Fédération

La JOC est un « lieu de rencontre et de formation, elle donne des clés aux jeunes pour mieux comprendre la société et le monde. Les jeunes sont invités à trouver leur place et à s'épanouir en devenant pleinement acteurs de leur vie. »¹

Après les sessions de formation des jocistes vécues à La Toussaint, c'est au tour de la SRF (Session de formation des Responsables de Fédération), les 23, 24 et 25 février prochains à Issy-Les-Moulineaux en région parisienne. C'est la nouveauté cette année, la SRF ne se déroulera pas sur chaque secteur, comme à son habitude, mais sera nationale. Cette rencontre va permettre aux responsables de fédérations de se former à des thématiques liées à la campagne nationale d'action et sur leurs différentes responsabilités. Au programme : s'organiser sur les fédérations pour permettre aux jocistes de transmettre leur élan militant et leur expérience, déconstruire les stéréotypes de la société, avec des outils permettant aux

fédérales et fédéraux de déconstruire les clichés véhiculés sur les privé-e-s d'emploi qui sont souvent sources de discriminations, d'exclusions sociales et créent des rapports de dominations injustes entre les personnes.

Le Conseil d'Administration National a également voté la mise en place d'une formation spécifique pour que les fédérales et fédéraux puissent comprendre leurs missions et leur rôle à jouer au sein du mouvement. Les administrateurs et administratrices ont acté un temps de formation spécifiques à chaque responsabilité.

Floriane Rodier

¹ Extrait des intuitions de la JOC, c'est le cœur de son projet, son identité en quelque sorte.

En bref

PÉTITION : VOS IDÉES POUR FAIRE SIGNER !

Depuis le lancement de la pétition de la JOC : « Emploi digne : un droit pour toutes et tous ! », de nombreux jeunes s'en empare grâce à des actions individuelles ou collectives : il y en a pour tous les goûts !

Graziella, dans un fast-food à Cambrai

« Ce n'était pas prévu, j'avais des pétitions dans mon sac. D'ailleurs j'en ai toujours avec moi. On allait rendre visite à une jociste sur Cambrai (62). Nous étions dans un fast-food. J'ai regardé autour de moi, il y avait des jeunes. Je suis allée à leur rencontre un par un. En quelques minutes je présentais la démarche de la pétition. La cinquantaine de personnes rencontrées étaient super réceptive et accueillante. J'ai décidé de remettre ça, dès qu'une nouvelle occasion se présentera. »

Inès, en Drôme Ardèche

« Je suis allée dans le groupe CMR (Chrétiens dans le monde rural) de mes parents. Après avoir parlé du Cahier de doléances et du contexte dans lequel il a été conçu, j'ai présenté la pétition en espérant qu'elle soit bien accueillie. Certains étaient contre les revendications proposées, d'autres ne se sentaient pas suffisamment concernés pour pouvoir signer la pétition... Mais c'est grâce à ce type de rencontre que je suis maintenant prête à répondre à toutes les questions ! »

À Saint-Brieux ou à Lyon, c'est dans les rues que les jeunes ont présenté le Cahier de Doléances et la pétition.

Et vous ? Quelles sont vos initiatives pour récolter des signatures ?

Ecrivez-nous à communication@joc.asso.fr



ASSURANCE CHÔMAGE : CONTRÔLER OU ACCOMPAGNER ?

Depuis le 11 janvier, les partenaires sociaux (représentants des syndicats de travailleurs et patronat) se réunissent pour les négociations autour de la réforme de l'Assurance chômage. Parmi les projets, le renforcement des contrôles des chômeurs et des chômeuses. Est-ce la solution ?

L'Assurance chômage est un dispositif public de prise en charge des personnes qui se retrouvent au chômage (c'est-à-dire les personnes privées d'emploi qui en recherche un) après une période d'activité. Elle permet de percevoir une indemnité pendant la période de chômage. Cette assurance est financée par les cotisations salariales et patronales.

Dans son programme, Emmanuel Macron avait prévu d'étendre l'assurance chômage aux professions indépendantes, d'ouvrir cette dernière une fois tous les 5 ans aux personnes qui démissionnent de leur emploi et de donner plus de place à l'Etat dans la gouvernance de l'UNEDIC (l'organisme qui s'occupe de l'Assurance chômage et qui est dirigé par le patronat et les syndicats).

Dans une note interne du cabinet de la Ministre du Travail publiée dans *Le Canard Enchaîné* fin décembre, on y apprend que le Gouvernement prévoit de renforcer la surveillance des chômeurs et des chômeuses. **Ce dispositif sanctionnerait les personnes qui ne cherchent pas « activement » du travail en réduisant leur indemnité chômage de 50% pendant deux mois.** Le Gouvernement souhaite également multiplier par 5 les équipes qui contrôlent les chômeurs et chômeuses afin de vérifier si ces derniers recherchent vraiment du travail : de 200 à 1000 contrôleurs.

Pourtant, d'après une enquête de Pôle Emploi, publié en novembre 2017, 86% des personnes contrôlées recherchent effectivement un emploi. Les 14 % restants ont été radiés car on a considéré qu'elles ne cherchaient pas active-

ment un emploi (sur ces 14% près de la moitié n'étaient même pas indemnisées par Pôle Emploi...). Difficile dans ces conditions de pouvoir généraliser l'image du « chômeur profiteur »... Ces chiffres ne disent pas non plus quelles sont les « types » de personnes concernées, il pourrait s'agir de chômeurs de longue durée, démobilisés par des mois ou des années de recherche et qui mériteraient d'être accompagnés pour un retour efficace et progressif à l'emploi. **Une manière parmi d'autres d'oublier le vrai problème : le chômage de masse. Il n'y a pas assez d'emploi pour tout le monde, les emplois précaires se multiplient, des postes sont supprimés...**

En prenant le problème à l'envers, le Gouvernement se trompe de cible. Il s'agirait de se poser d'autres questions : comment permettre à chacun et chacune d'accéder à l'emploi, comment mieux répartir le travail, comment proposer des formations adaptées pour répondre aux besoins des postes à pourvoir ? Mais surtout, **assurer un accompagnement des personnes en situation de chômage de longue durée qui ont souvent perdu confiance, se découragent et finissent par voir dans la recherche d'emploi le reflet de leur échec.** Le Gouvernement et les partenaires sociaux oseront-ils se donner les moyens d'une vraie lutte contre le chômage de masse ? Réponse à la fin du mois...

*Karl Bacoul
et Guillaume Champion*



POUR ALLER PLUS LOIN

LES CHIFFRES DE L'ENQUÊTE DE LA JOC

- 45% des 15-24 ans en Zones urbaines sensibles sont privé.e.s d'emploi : les contrôler davantage ne leur donnera aucune perspective rassurante.
- 70% des jeunes interrogés par la JOC estiment qu'avoir un CDI est la principale clé pour accéder à un emploi digne.
- 57% chez les jeunes privés d'emploi de courte durée et à 68% chez les jeunes privés d'emploi de longue durée trouvent que la société porte un regard négatif sur les jeunes privés d'emploi.

En savoir plus : www.emploi.digne.fr

UNE INITIATIVE DU MNCP

Pour ses vœux 2018, Le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) a organisé une remise des prix pour les *Grossiers de l'écran*, des élus remarquables pour leurs propos méprisants adressés aux chômeurs en 2017. La palme d'or a été remise à un député LREM pour avoir dit : « *Quand vous êtes salarié et que vous voyez certaines personnes qui partent en vacances aux Bahamas grâce à l'assurance chômage, il est légitime de se dire que ce système marche sur la tête !* »

Migrants, migrantes, quel accueil ?

Les migrants, ces femmes, ces hommes et ces enfants qui quittent leur pays pour fuir la guerre, les conditions de vie inhumaines, se retrouvent sur des chemins incertains dans l'espoir d'un endroit accueillant où reconstruire leur vie. Quel accueil leur est réservé ?

Nous voici en plein hiver 2018, sur le Col alpin de l'Echelle, frontière entre l'Italie et la France. À 1762 m, des migrants bravent la neige, le froid et l'obscurité pour essayer d'atteindre Briançon qui se trouve en contrebas. Pourquoi prennent-ils ces risques, qu'est-ce qui les pousse à choisir cette voie ? De nombreuses barrières se trouvent sur leur chemin, de façon directe ou indirecte.

TRAVERSÉE DES SOMMETS

Des dispositions sont parfois prises pour limiter les départs, comme la construction de murs ou le renforcement de patrouilles aux frontières. Parfois, des pays européens signent des traités avec ces pays pour diminuer le nombre de migrants arrivant en Europe. À cela s'ajoute le renforcement des patrouilles des forces de l'ordre des pays européens à leurs frontières. Ainsi, le contrôle au niveau des routes frontalières avec l'Italie a été renforcé et le passage qui se faisait vers Roya (à 50 km de Nice) est devenu infranchissable. Face à cette situation, les migrants passent par un nouveau chemin : le Col de l'Echelle. **On estime que 1600 hommes et femmes ont bravé le froid et la neige pour rejoindre la France entre octobre 2017 et janvier 2018.**

Malgré ces épreuves, les migrants ne sont pas au bout de leurs peines. A cela fait écho l'actualité du début de l'hiver avec la mise en place d'une circulaire le 12 décembre dernier, prévoyant le recensement des situations administratives des étrangers dans les centres d'hébergements accueillant des sans-abris. Cette démarche permettrait d'établir une liste des étrangers suivis par ces centres et de prendre des mesures en fonction de leur situation administrative (en attente de papiers, de droit d'asile...). Les associations qui gèrent ces centres d'hébergements (Secours Catholique, Fondation Abbé Pierre...) s'y opposent et dénoncent une démarche de tri des migrants. Cela va à l'encontre du « respect du principe d'accueil inconditionnel dans l'hébergement et le respect des missions d'accompagnement des associations en faveur des personnes en situation de précarité, quelle que soit leur si-

tuation ». Elles craignent également que cela favorise la reconstitution de squats et campements dans des conditions de vie indignes. Le Défenseur des droits (chargé de défendre les droits des citoyens faceaux administrations mais aussi en matière de promotion des droits de l'enfant, de lutte contre les discriminations...), Jacques Toubon, recommande d'ailleurs le retrait de la circulaire Collomb sur l'hébergement d'urgence, elle se heurte « aux principes fondateurs de l'hébergement d'urgence » avec le « traitement différencié ».

LA SOCIÉTÉ CIVILE AU SECOURS DES MIGRANTS

Des actions existent pour les soutenir. Des familles se mobilisent pour accueillir des migrants chez elles et leur permettre d'avoir un lieu sûr pendant quelques temps. C'est le cas de l'association **Welcome Limoges** qui regroupe une ving-

taine de familles d'accueil qu'elle sollicite une à deux fois par an, pour une durée de trois à six semaines afin qu'ils soient hébergés et accompagnés durant leur demande de régularisation. Des organisations se mobilisent aussi pour réclamer la justice migratoire : créer des voies légales et sûres pour permettre le déplacement de tous, pouvoir répartir de façon égale les migrants entre membres de l'UE, et mobiliser des aides au développement pour éradiquer les inégalités mondiales.

Le pape François, dans son message du 1er janvier 2018, porte cette attention des migrants : « *Certains les considèrent comme une menace. Moi, au contraire, je vous invite à les regarder avec un regard rempli de confiance, comme une occasion de construire un avenir de paix.* ». Ainsi s'ouvre une nouvelle année en Eglise qui est dédiée aux « Migrants et réfugiés, des hommes et des femmes en quête de paix ».

Remplis d'espoir pour l'avenir de nos frères et sœurs migrants, soyons, nous aussi, acteurs et actrices de solidarité à travers nos engagements auprès des jeunes ouvriers et ouvrons-leur notre porte.

François Salomé

mobilisation pour réclamer la justice migratoire



Les jeunes de la perm' de Blois, qui accueille de nombreux migrants pour le Rassemblement national de la JOC, le 15 avril dernier.

POUR ALLER PLUS LOIN

A LA PERM' DE BLOIS, UNE NOUVELLE FAMILLE

Chaque vendredi, de 17h à 19h, la Perm' de Blois ouvre ses portes. Ouverte à tous et toute, cette permanence animée par la JOC a accueilli des dizaines de jeunes migrants ces derniers mois. Les bénévoles du Secours Catholique situés dans un local voisin conseillent à de nombreux jeunes de frapper à la porte de la Perm'. Gautier, aujourd'hui responsable fédéral à la JOC de Blois y a rencontré sa seconde famille : « *La première fois qu'on m'a parlé de la JOC, je n'osais pas, j'étais réticent. Et puis j'ai finalement pris l'initiative d'y aller. Ce jour-là, c'était comme si je les connaissais déjà. J'y ai trouvé ma place. C'était ma famille. Grâce à la JOC, j'ai retrouvé le sourire et ma joie de vivre. Il n'y a pas de préjugés. J'ose prendre la parole devant les gens sans avoir peur de ce que les gens vont penser.* »

Ana, elle aussi fédérale, est du même avis : « *Lorsque j'ai été accueillie, c'est comme si on se connaissait depuis longtemps : une grande famille.* »

L'an dernier, victime de son succès, la perm' de Blois accueillait 25 à 30 jeunes chaque vendredi soir, de nouveaux jeunes poussaient la porte de la perm' et



23, 24 et 25 FÉVRIER SESSION DE FORMATION DES RESPONSABLES DE FÉDÉRATION

Cette année, tous les responsables de fédération de la JOC se retrouveront au même endroit et au même moment ! Une formation commune pour s'approprier la 2^{ème} année de campagne nationale d'action et la transmettre aux militants et militantes.

14 FÉVRIER MERCREDI DES CENDRES

La Saint-Valentin ? Mais pas que ! Le mercredi des Cendres marque le début du Carême. Les 40 jours rappellent la traversée du désert de Jésus, avant Pâques et la résurrection du Christ.

28 FÉVRIER JOURNÉE MONDIALE SANS FACEBOOK

Facebook et de nombreux autres réseaux sociaux sont devenus nos principaux outils de communication, d'échange, d'information aussi. Nous y passons parfois plusieurs heures par jour... Et si on décrochait le temps d'une journée pour regarder au-delà de soi, loin de nos écrans lumineux ?



et migrantes, avaient fait le déplacement

3 QUESTIONS À EMELYN WEBER



©Katrin Baumann

Emelyn Weber est jociste et co-responsable d'un avis sur les migrant.e.s au Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Que fais-tu au CESE ?

J'y représente la JOC depuis fin 2015 pour défendre les intérêts des jeunes du milieu ouvrier.

Pourquoi le CESE travaille-t-il sur les migrant.e.s ?

Comment accepter qu'en 2017, plus de 5000 personnes soient décédées en Méditerranée en tentant de poursuivre une vie meilleure en Europe ? Qu'en France, nombre de migrant.e.s n'aient pas de toit sur leur tête ? Ou encore que des mineur.e.s arriv.e.s seul.e.s sur le territoire soient autant livré.e.s à elles.eux-mêmes ? Les injustices ne manquent pas ! On voit aujourd'hui à quel point le système ne permet pas de respecter la dignité des migrant.e.s, il est urgent selon nous de les considérer avec plus d'humanité et de répondre à leurs besoins. C'est ce à quoi nous allons essayer de répondre, en tant qu'institution publique.

A quoi va servir cet avis ?

Cet avis sera rendu le 23 Mai et sera présenté au Gouvernement et aux multiples acteurs qui traitent ces questions. L'objectif est de les conseiller pour faire évoluer la loi, les procédures et les droits en faveur d'une meilleure intégration des migrant.e.s afin qu'ils.elles puissent accéder au marché du travail, à l'éducation et à la formation, au logement, à la santé...

Le CESE, c'est quoi ?

C'est la 3^{ème} Assemblée de la République après l'Assemblée Nationale et le Sénat, elle est constituée de membres de la « société civile organisée » : syndicats, patronat, agriculture, associations etc. Le CESE rend des avis pour conseiller l'ensemble des décideur.euse.s public-que-s sur diverses questions : emploi, culture, agriculture, environnement, santé etc.



y découvraient, eux aussi, une nouvelle famille. Il a fallu s'organiser pour permettre à chacun d'y trouver sa place : « on a essayé de faire des groupes ».

La perm' se veut un lieu d'accueil ouvert à tous et toutes : « Parfois, on ne peut pas faire grand-chose sur les situations qu'ils vivent, concède Ana, mais, on les écoute, on ne les juge pas, c'est un endroit où ils peuvent partager ce qu'ils vivent. Pour ceux qui rencontrent des problèmes d'hébergement par exemple, on tente de trouver des solutions grâce à notre réseau, aux accompagnateurs. »

Pour la deuxième année de la campagne nationale d'action, la fédération de Blois, s'engagera aussi dans des actions, avec une dimension particulière : celle des migrants privés d'emploi dont les freins pour accéder à l'emploi digne sont multiples.

Sur le web

#EmploiDigne

On lâche rien ! Dans les rues, nos lieux de vies et de travail, avec nos familles, nos ami.e.s partageons massivement la pétition « Emploi digne : un droit pour toutes et tous ! »

Par mail ou sur les réseaux sociaux, c'est LE lien à partager cette année !

www.emploiadigne.fr

RETROUVEZ NOUS AUSSI SUR



joc2france et
@joc2France

ET FLASHEZ POUR
SOUTENIR LA JOC !



Privé d'emploi, chargé d'espoir

Patrick Gokan, 26 ans vit à Angoulême. Son parcours de vie est à l'image de sa personnalité, courageuse, qui ne baisse pas les bras et sait rebondir avec humour ! Rencontre avec cette personnalité qui gagne à être connue.

Patrick, peux-tu nous dire d'où tu viens ?

Je suis né au Togo, je suis arrivé en France en décembre 2011. Ayant une partie de ma famille à Angoulême, je suis allé vivre avec eux. C'est une chance d'avoir une famille dans le pays d'accueil en tant qu'immigré. En juin 2012 j'ai eu mon premier récépissé qui m'autorise à travailler.

Quel est ton parcours scolaire et professionnel ?

En France, j'ai demandé une formation qui m'a été accordée en octobre 2012. En avril 2014 j'ai obtenu mon CAP Carreleur. Je n'avais même pas fini ma formation qu'on me proposait déjà de signer un CDI car mon stage en entreprise s'était bien passé ! Après j'ai eu mon CAP Plastique en Alternance. Malheureusement, je n'ai pas pu profiter de mon premier emploi. En novembre 2014, j'ai eu un accident. Ma rotule droite s'est fracturée, je me suis reconverti dans la restauration dont j'ai obtenu le diplôme en avril 2017.

Aujourd'hui, je suis privé d'emploi car je manque d'expérience. On ne veut pas me laisser ma chance. On pose de stéréotypes sur moi. Je vois pleins d'offres mais il est demandé d'avoir une expérience de 1 à 5 ans. Même s'ils disent « débutant accepté », ils font toujours le tri dans les CV. Depuis mon accident rien ne vas plus dans mon parcours professionnel. Avant de faire cette formation de cuisinier, je m'étais bien renseigné si ça embauchait ou non. Mais là je ne trouve rien. J'avais une idée : ouvrir mon restaurant à domicile. Il aurait été très convivial ! J'aimerais avoir une bonne expérience avant.

Et à la JOC ? Raconte-nous ton parcours !

J'ai découvert la JOC par Darelle ancien membre de l'équipe de la fédérale de Charente. Un dimanche en septembre 2013 après la messe, un ami du Foyer de jeunes travailleurs, René, m'a présenté Darelle. Il m'a parlé de la JOC. Je lui ai dit qu'au Togo j'étais dans la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne). Il m'a répondu que c'est la même chose sauf que



la JOC est davantage dans l'action. Je lui ai dit oui pour adhérer... Sans réfléchir ! Tout de suite, on a échangé nos numéros pour qu'il m'invite à leurs réunions.

La JOC est une deuxième famille. Darelle est à la fois un frère et un mentor pour moi. La JOC m'a permis de rencontrer des élus, j'apprends beaucoup. J'ai commencé en tant que militant, trésorier d'équipe et cette année, fédéral. Cette année, mes projets pour la JOC de Charente sont de rencontrer les jeunes du FJT et les syndicats pour continuer de présenter le Cahier de Doléances et la pétition* !

Valérie Simon

* Le Cahier de doléances et la pétition sont à retrouver sur www.emploiadigne.fr

Culture

LIVRE

« Des vies sur un fil »
Blandine Bricka

Personnes précaires, pauvres, fragiles... On connaît leur nombre, mais qui connaît leur vie ? Quand il est question de pauvreté, de fragilité, de précarité, on pense chiffres, on pense courbes. Les témoignages touchants disent une réalité trop souvent oubliée.

Ed. de l'Atelier et ACO, 10 euros

BD

« La balade nationale », Tome 1
Etienne Davodeau et Sylvain Venayre

Une superbe bande-déssinée qui retrace l'Histoire de France dans toute sa complexité. Embarquez pour cette balade faites de rencontres inattendues et drôles avec des personnages qui ont « fait » l'Histoire : lesoldat inconnu, un réfugié politique ou Marie Curie...

La Revue Dessinée, 22 euros

DVD

« 120 battements par minute »
Robin Campillo

Au début des années 90, en France, le sida est un fléau, il tue des milliers de personnes dans l'indifférence générale. Ce film, puissant, retrace l'histoire d'Act'Up Paris et de ses militants qui multiplient les actions pour faire reconnaître leur souffrance, leur lutte.

DVD : 19€